

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e**

131 avenue Corot  
13013 Marseille

Références : D-2024-1502  
Code AIOT : 0006400688

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e implanté 131, avenue Corot 13013 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite objet du présent rapport a été réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 12/06/2023.

Les référentiels utilisés sont :

- arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté préfectoral n° 2023-96 PC du 12/06/2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e
- 131, avenue Corot 13013 Marseille
- Code AIOT : 0006400688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PANZANI fabrique dans son usine de Saint-Just de la semoule et de la farine de blé dur. Le site est soumis à IED au titre de la rubrique 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	MTD 5 et MTD 28	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 21 de l'Annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 1	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 de l'Annexe	Sans objet
2	MTD 2	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6 de l'Annexe	Sans objet
4	MTD 6	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8 de l'Annexe	Sans objet
5	MTD 13	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1 de l'Annexe	Sans objet
6	MTD 14	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.2 de l'Annexe	Sans objet
7	Mesure des niveaux sonores	AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 sont globalement respectées.

L'exploitant a réalisé des investissements dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue afin de limiter ses impacts sur l'environnement, notamment sur les nuisances sonores et rejets atmosphériques.

Il lui est cependant demandé de programmer une campagne de mesures de ses rejets atmosphériques dont la fréquence est annuelle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD 1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 de l'Annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  5. Système de management environnemental  L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li><b>I.</b> Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</li><li><b>II.</b> Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</li><li><b>III.</b> Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</li><li><b>IV.</b> Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</li><li><b>V.</b> Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</li><li><b>VI.</b> Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</li><li><b>VII.</b> Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</li><li><b>VIII.</b> Communication interne et externe ;</li><li><b>IX.</b> Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;</li><li><b>X.</b> Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;</li><li><b>XI.</b> Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;</li><li><b>XII.</b> Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;</li><li><b>XIII.</b> Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;</li><li><b>XIV.</b> Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;</li><li><b>XV.</b> Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;</li><li><b>XVI.</b> Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</li><li><b>XVII.</b> Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</li><li><b>XVIII.</b> Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;</li><li><b>XIX.</b> Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;</li><li><b>XX.</b> Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.</li></ul>

<p>Le SME intègre également les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;</li> <li>- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;</li> <li>- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;</li> <li>- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).</li> </ul> <p>Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est certifié ISO 14001 et EcoVadis (<i>certification permettant aux entreprises de mesurer leur impact environnemental, social et éthique selon les principes de la RSE</i>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : MTD 2

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6 de l'Annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Inventaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;</li> <li>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;</li> </ul> <p>II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;</p> <p>III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;</li> </ul>

b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :

a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;

b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;

VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles

#### **Constats :**

L'exploitant a établi un "tableau de bord environnement" lui permettant d'analyser mensuellement ses impacts environnementaux sur plusieurs thématiques (air, bruit, eau, déchets, énergie, ...).

Il établit un ratio consommation / produits finis qu'il analyse également tous les mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : MTD 5 et MTD 28**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 21 de l'Annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance et la maintenance des filtres

**Prescription contrôlée :**

##### **21.1. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air**

<b>Paramètre</b>	<b>VLE en mg/Nm3</b>	<b>Fréquence de surveillance</b>
Poussière	5	Une fois par an



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas programmé de campagne de mesures de ses rejets atmosphériques : le dernier rapport présenté en séance fait suite à des mesures réalisées en octobre 2023 (contrôle inopinée à la demande de l'inspection). Les mesures d'octobre 2023 ne relevaient pas de non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de programmer une campagne de mesures de ses rejets atmosphériques comme prescrit ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : MTD 6**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 8 de l'Annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Efficacité énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b.</p>

Technique		Description
a	Plan d'efficacité énergétique	Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.
b	Utilisation de techniques courantes	<p>Les techniques courantes comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La régulation et le contrôle des brûleurs ;</li> <li>- La cogénération ;</li> <li>- Les moteurs économes en énergie ;</li> <li>- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;</li> <li>- L'éclairage ;</li> <li>- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;</li> <li>- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;</li> <li>- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;</li> <li>- Les systèmes de commande de procédés ;</li> <li>- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;</li> <li>- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;</li> <li>- Les variateurs de vitesse ;</li> <li>- L'évaporation à multiples effets ;</li> <li>- L'utilisation de l'énergie solaire.</li> </ul>

**Constats :**

L'exploitant calcule, dans le cadre de son SME, sa consommation d'énergie spécifique de ses activités tenant compte de la consommation annuelle d'énergie et du taux d'activité.  
Les données portées à la connaissance de l'inspection pour la période de 2021 à 2023 sont comprises entre 0,05 et 0,13 MWh/tonne de produits, elles sont donc conformes au point 8.1 du BREF FDM.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : MTD 13**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1 de l'Annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion du bruit

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des émissions sonores ;
- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.

Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

**Constats :**

L'exploitant indique en séance que dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue, une expertise sur les nuisances sonores du site a été réalisée en décembre 2023.  
Le plan de gestion de bruit est prise en compte dans le cadre de la certification ISO 14001.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : MTD 14**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.2 de l'Annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des émissions sonores

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.



Technique		Description	Applicabilité
a	Implantation appropriée des équipements et des bâtiments	Réduction des niveaux de bruit en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties des bâtiments.	Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements et des entrées/sorties des bâtiments peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de coûts excessifs.
b	Mesures opérationnelles	Il s'agit notamment des mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inspection et maintenance améliorées des équipements ;</li> <li>- Fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible ;</li> <li>- Utilisation des équipements par du personnel expérimenté ;</li> <li>- Renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit, si possible ;</li> <li>- Précautions pour éviter le bruit, notamment pendant les activités de maintenance.</li> </ul>	Applicable d'une manière générale.
c	Équipements peu bruyants	Concerne notamment les compresseurs, les pompes et les ventilateurs.	
d	Dispositifs anti-bruit	Notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réducteurs de bruit ;</li> <li>- Isolation des équipements ;</li> <li>- Confinement des équipements bruyants ;</li> <li>- Insonorisation des bâtiments.</li> </ul>	Peut ne pas être applicable aux unités existantes en raison du manque d'espace.
e	Réduction du bruit	Intercalation d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs.	Applicable uniquement aux unités existantes, car la conception des nouvelles unités devrait rendre cette technique inutile. Dans le cas des unités existantes, l'intercalation d'obstacles peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace.

#### Constats :

L'inspection a été informée du projet d'investissement pour l'amélioration des systèmes d'aspiration des sasseurs du site. Ce projet, initié en 3 phases entre 2021 et 2023, consiste à remplacer, à chaque phase, en moyenne 4 cyclones par un filtre à manche avec cartouche silencieuse et fond racleur, beaucoup plus silencieuse et moins énergivore.

Des mesures opérationnelles ont été mises en place afin de limiter les nuisances sonores liées aux activités du site : bonne pratique au travers des formations du personnel, respect des horaires de chargement et déchargement des camions (interdit durant les horaires de nuit), les portes et fenêtres sont gardées fermées en zone process, le nettoyage se fait exclusivement par aspiration (interdiction de soufflette).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Mesure des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de mesures des niveaux sonores édité le 24/09/2024 a été présenté en séance. Les mesures réalisées le 15/07/2024 (installations à l'arrêt) et le 27/08/2024 (installations en fonctionnement) conformément à l'arrêté ministériel du 23/01/1997 ne relèvent pas de non-conformité à la réglementation applicable au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite